

En révélant qu'il avait présenté sa démission Le premier ministre déclare que son gouvernement ressemble à « un couteau sans lame »

Le premier ministre iranien, M. Mehdi Bazargan, a révélé vendredi soir 31 août qu'il avait offert la démission de son gouvernement, la semaine dernière, à l'imam Khomeiny. Il n'a pas indiqué cependant si celle-ci avait été acceptée. M. Bazargan justifié sa « lassitude » par les critiques dont il faisait l'objet « même de la part de nos amis », et cela « malgré la fermeté des journaux » et les diverses mesures prises à l'encontre de la presse. Admettant qu'il n'était pas « un révolutionnaire », du moins selon les normes en vigueur aujourd'hui en Iran, il a déclaré : « Il est vrai que mon gouvernement ressemble à un couteau sans lame ».

Au Kurdistan, la situation paraissait ce samedi 1^{er} septembre stationnaire. Le gros des forces armées iraniennes n'a en effet toujours pas fait mouvement vers Mahabad. On rappelle à ce propos que le Parti démocratique kurde (P.D.K.I.) a refusé de reconnaître un accord conclu mercredi dernier entre les autorités de Téhéran et une délégation de la municipalité de Mahabad, prévoyant l'entrée des forces de l'ordre à Mahabad. Le secrétaire général du P.D.K.I., M. Ghassem-lou, a publiquement pris position en faveur d'une proposition formulée par l'ayatollah Chariat-Madari (le chef de file de la droite libérale au sein du clergé) aux termes de laquelle des négociations s'instaureraient après la mise en vigueur d'un cessez-le-feu général.

Par ailleurs, l'imam Khomeiny paraît avoir adouci son attitude à l'égard de la presse. Il a invité les autorités à étudier cas par cas les publications récemment interdites et laisser reparaitre celles ont les positions « ne vont pas systématiquement à l'encontre de l'Islam et de la nation ». Parmi les journaux fermés, apprend-on, figure le quotidien Papame Chadid (le Message du martyr)

de tendance musulmane intégriste que dirigeait le cheikh Mohamed Montazeri, le fils de l'ayatollah Montazeri, ami et proche collaborateur de l'imam Khomeiny.

Bon les nouvelles directives de l'imam Khomeiny, les responsables des publications interdites devront produire des exemplaires de leurs journaux des mois de décembre, janvier et juillet derniers afin que les autorités puissent déterminer si ces publications avaient tenté de miner la révolution avant et après le retour de l'imam en Iran.

Aux Etats-Unis, les déclarations du président de la compagnie iranienne NIOC, M. Hassan Nazih, concernant la livraison par Washington de produits pétroliers raffinés à l'Iran ont suscité de vives réactions. Infligeant un démenti au président Carter, M. Nazih a affirmé que son pays n'avait pas besoin de ces produits pour la consommation locale. Il a ajouté que le kérosène et le mazout que livrerait Washington seraient revendus par l'Iran « avec bénéfices ». Il a en effet déclaré : « Puisque la raffinerie d'Isfahan commencera à fonctionner d'ici deux ou trois mois, nous n'avons pas besoin du carburant américain, et il est possible que nous soyons capables de le revendre à un prix plus élevé... »

A la suite de sévères critiques formulées au congrès et dans la presse américaine, le président Carter s'est partiellement rétracté dans les termes suivants : « Je ne sais pas si l'Iran a besoin de ce pétrole ou non. Il a été vendu au prix du marché, et si l'Iran n'en a pas besoin il sera probablement revendu, tout juste au prix du marché. » Cependant, les autorités américaines faisaient savoir qu'il n'était pas du tout certain que la nouvelle raffinerie d'Isfahan soit en état de commencer à produire aussi rapidement que le dit M. Hassan Nazih. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

La Turquie réaffirme sa détermination de ne pas s'immiscer dans les affaires iraniennes

De notre correspondant

Ankara. — « La Turquie s'est toujours gardée et se gardera de s'immiscer d'une manière directe ou indirecte dans les événements d'Iran qu'elle considère comme une question d'ordre interne à ce pays », déclare un communiqué de la présidence du conseil turc, publié le 29 août. Le texte ajoute qu'Ankara poursuivra ses relations avec Téhéran, en respectant l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Iran, et cela en conformité avec la politique extérieure de la Turquie, basée sur le maintien de bonnes relations avec tous ses voisins, sans distinction de régime politique.

Le communiqué vise surtout à dissuader les puissances occidentales

contre le despote et le vaincu, libérant son peuple opprimé). Le même quotidien signalait en outre une massive contrebande d'armes transitant par le Sud-Est anatolien, à destination des autonomistes kurdes iraniens.

Une vigilance accrue

Bien que les combats se déroulent assez loin du sud de la frontière turco-iranienne, la Turquie a pris des mesures militaires dans la région « pour se tenir prêts à toute éventualité ». « Notre gouvernement est décidé à tenir la Turquie en dehors de tous les complots qui se trament dans la région, complots provo-

Israël menace l'Égypte de différer l'évacuation des puits de pétrole du Sud-Sinaï

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a menacé l'Égypte de différer l'évacuation des puits de pétrole du Sud-Sinaï si un accord n'est pas conclu rapidement à propos des conditions de cette restitution. Celle-ci, selon le calendrier inclus dans le traité de paix, devrait intervenir dans trois mois. A quatre jours de la rencontre à Haïfa entre MM. Begin et Sadate, cette menace pourrait conduire à une remise en cause de l'application du traité de paix.

M. Begin avait souligné récemment que les prochaines conversations qu'il aurait avec le président Sadate, les 4, 5 et 6 septembre à Haïfa, porteraient notamment sur la question du pétrole. C'est précisément pour préparer cette rencontre que le ministre israélien de l'énergie, M. Itzhak Modal, s'est rendu à l'improviste le jeudi 30 août à Abou Rodels (1) pour s'entretenir avec son homologue égyptien, M. Ahmed Hilal. Il a tenté de débloquer une négociation engagée bien avant la signature du traité de paix, et qui n'a toujours pas abouti bien qu'un accord de principe soit acquis : Israël évacuera les puits de pétrole de la zone Alma, en échange de quoi l'Égypte s'engage à vendre à Israël une partie du pétrole extrait de cette région.

« Israël ne doit pas céder sur cette question, a déclaré M. Modal à son retour à Jérusalem le 30 août. Chaque goutte de pétrole est vitale pour nous. Nous devrions peut-être envisager de ne pas restituer dans trois mois les champs de pétrole d'Alma. C'est la première fois qu'un membre du gouvernement fait officiellement état d'une telle éventualité. M. Modal a cependant ajouté : « Je continue d'espérer que nous n'en arriverons pas là et que la semaine prochaine, à Haïfa, M. Begin parviendra à persuader le président Sadate de faire des concessions. »

Une conjoncture inquiétante

La discussion porte à la fois sur la quantité et le prix du pétrole que l'Égypte devrait fournir à Israël après l'évacuation. Les Israéliens voudraient acheter 2 millions de tonnes par an (soit l'équivalent de la production actuelle des puits d'Alma), tandis que les Égyptiens proposent seulement 1 million et demi de tonnes et souhaiteraient réduire la production de ces puits. Le Caire, en effet, reproche aux Israéliens de surexploiter le gisement. Un écart de 7 dollars sur le prix du baril sépare encore les deux parties.

Des progrès ont été néanmoins réalisés sur certains points. L'Égypte accepterait que des compagnies israéliennes puissent rivaliser avec d'autres sociétés étrangères pour obtenir des droits de prospection à l'est du golfe de Suez.

Le durcissement de l'attitude israélienne s'explique par l'analyse d'une conjoncture considérée à Jérusalem comme de plus en plus inquiétante. L'exploitation

L'augmentation des prix du pétrole sur le marché international sera de plus en plus dure à supporter pour une économie très gravement malade. Avant même la restitution des puits d'Alma, Israël dépense un milliard et demi de dollars par an pour s'approvisionner en pétrole, soit environ 10 % du produit national brut. La dette extérieure d'Israël dépasse 14 milliards de dollars (le citoyen israélien est le plus endetté au monde) et le déficit de la balance des paiements atteint 4 milliards de dollars. Dans ces conditions, le président de la commission des affaires étrangères de la Knesset, M. Moshe Ahrena, qui pousse fortement le gouvernement à faire preuve d'intransigeance à l'égard du Caire, estime que la situation d'Israël pourrait devenir « catastrophique » si un accord pétrolier satisfaisant n'était pas conclu avec l'Égypte.

FRANCIS CORNU.

● Un nouveau parti israélien a été créé, le 31 août, par le professeur Youval Neeman. Tekhia (Résurrection) groupera tous les éléments d'extrême droite hostiles à des concessions territoriales. M. Youval Neeman est parmi les organisateurs du mouvement Grand Israël, créé après la guerre de 1967 et militant pour l'annexion des territoires occupés à l'époque. — (A.F.P.)

Le pro

Le premier ministre israélien, M. Meir, le « incapable » à supporter deux ; ce dernier contre la connaissance de l'échange de la Sud-Liban, peuple par l'autodétermination pourrait avoir d'un Etat aborder que seront répl...

M. CARTER

Dans un discours, le président Carter, dirigeant américain, devant l'annonce d'un accord de paix entre les dirigeants saoudiens et palestiniens, a déclaré que les négociations ont été un coup plus...

NOIR, ET ANCIEN M. MacHenry est nommé

De notre correspondant

Le président Carter a nommé, vendredi 31 août, M. Donald McHenry ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, en remplacement de M. Young dont il était jusqu'ici le premier adjoint. M. McHenry a indiqué au cours d'une conférence de presse qu'il entendait poursuivre la politique de ce dernier sans pour autant avoir à « chausser ses bottes ».

A Tel-Aviv, M. Klutznick, président du Congrès juif mondial, a d'autre part fait l'éloge

de Washington. — Le successeur de M. Andrew Young ne sera pas forcément un Noir, disait-on dans l'entourage de M. Carter au lendemain de la démission de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU.

La Maison Blanche cherchait alors à éviter de donner l'impression que tel ou tel poste important était « affirmé » au bénéfice d'une minorité : il était alors fort probable que la question de nommer à New York M. Dick Clark, ancien sénateur démocrate de l'Iowa, qui tout en étant blanc, est un

É

É

É

É

É

É

É

É

É

É

É

É

É

É

lou, a publiquement pris position en faveur d'une proposition formulée par l'ayatollah Chariat-Madari (le chef de file de la droite libérale au sein du clergé) aux termes de laquelle des négociations s'instaureraient après la mise en vigueur d'un cessez-le-feu général.

Par ailleurs, l'imam Khomeiny paraît avoir adouci son attitude à l'égard de la presse. Il a invité les autorités à étudier cas par cas les publications récemment interdites et laisser reparaitre celles ont les positions « ne sont pas systématiquement à l'encontre de l'Islam et de la nation ». Parmi les journaux fermés, apprend-on, figure le quotidien *Payame Chadid* (le Message du martyr)

que nous soyons capables de le revendre à un prix plus élevé... »

A la suite de sévères critiques formulées au congrès et dans la presse américaine, le président Carter s'est partiellement rétracté dans les termes suivants : « Je ne sais pas si l'Iran a besoin de ce pétrole ou non. Il a été vendu au prix du marché, et si l'Iran n'en a pas besoin il sera probablement revendu, tout juste au prix du marché. » Cependant, les autorités américaines faisaient savoir qu'il n'était pas du tout certain que la nouvelle raffinerie d'Ispahan soit en état de commencer à produire aussi rapidement que le dit M. Hassan Nazih. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

cette question, a déclaré M. Modal à son retour à Jérusalem le 30 août. Chaque goutte de pétrole est vitale pour nous. Nous devrions peut-être envisager de ne pas restituer dans trois mois les champs de pétrole d'Alma. C'est la première fois qu'un membre du gouvernement fait officiellement état d'une telle éventualité. M. Modal a cependant ajouté : « Je continue d'espérer que nous n'en arriverons pas là et que la semaine prochaine, à Haïfa, M. Begin parviendra à persuader le président Sadate de faire des concessions. »

Une conjoncture inquiétante

La discussion porte à la fois sur la quantité et le prix du pétrole que l'Égypte devrait fournir à Israël après l'évacuation. Les Israéliens voudraient acheter 2 millions de tonnes par an (soit l'équivalent de la production actuelle des puits d'Alma), tandis que les Égyptiens proposent seulement 1 million et demi de tonnes et souhaiteraient réduire la production de ces puits. Le Caire, en effet, reproche aux Israéliens de surexploiter le gisement. Un écart de 7 dollars sur le prix du baril sépare encore les deux parties.

Des progrès ont été néanmoins réalisés sur certains points. L'Égypte accepterait que des compagnies israéliennes puissent rivaliser avec d'autres sociétés étrangères pour obtenir des droits de prospection à l'est du golfe de Suez.

Le durcissement de l'attitude israélienne s'explique par l'analyse d'une conjoncture considérée à Jérusalem comme de plus en plus inquiétante. L'exploitation du pétrole du Sinaï assure maintenant un quart des besoins d'Israël. Ceci est d'autant plus précieux que depuis l'arrêt des livraisons iraniennes, après la révolution islamique, Israël connaît des difficultés d'approvisionnement : le Mexique est désormais son principal fournisseur, tandis que la Norvège se refuse à répondre aux demandes israéliennes. L'engagement qu'ont pris les États-Unis de pourvoir aux besoins israéliens en cas de défection des fournisseurs actuels ne suffit pas à rassurer les dirigeants de Jérusalem.

(1) Champ pétrolier restitué à l'Égypte après l'accord de septembre 1973.

Grand Israël de 1967 et l'annexion des territoires occupés de l'époque.

La Turquie réaffirme sa détermination de ne pas s'immiscer dans les affaires iraniennes

De notre correspondant

Ankara. — « La Turquie s'est toujours gardée et se gardera de s'immiscer d'une manière directe ou indirecte dans les événements d'Iran qu'elle considère comme une question d'ordre interne à ce pays », déclare un communiqué de la présidence du conseil turc, publié le 30 août. Le texte ajoute qu'Ankara poursuivra ses relations avec Téhéran, en respectant l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Iran, et cela en conformité avec la politique extérieure de la Turquie, basée sur le maintien de bonnes relations avec tous ses voisins, sans distinction de régime politique.

Le communiqué vise surtout à démentir les rumeurs selon lesquelles Ankara autoriserait le passage des troupes iraniennes par la frontière turque, en vue de faciliter l'encerclement des forces autonomistes kurdes iraniennes. Deux députés turcs d'origine kurde, dont un élu du Parti républicain du peuple et un indépendant, avaient, dans une conférence de presse, fait écho à ces rumeurs, demandant au gouvernement — au cas où elles seraient fondées — qu'il s'abstienne d'aider « au génocide des Kurdes en Iran » pratiqué par « Khomeiny le despote ».

Le gouvernement turc reconnaît toutefois que les autorités locales iraniennes avaient exprimé à plusieurs reprises le vœu d'obtenir de telles autorisations, le cas échéant. Mais ces demandes, jugées inopportunes, ont été rejetées « par souci de ne pas s'immiscer, tel ou tel, dans les affaires intérieures de l'Iran. Ankara admet aussi que

contre le despote et le vainquit, libérant son peuple opprimé). Le même quotidien signalait en outre une massive contrebande d'armes transitant par le Sud-Est anatolien, à destination des autonomistes kurdes iraniens.

Une vigilance accrue

Bien que les combats se déroulent assez loin du sud de la frontière turco-iranienne, la Turquie a pris des mesures militaires dans la région « pour se tenir prête à toute éventualité ». « Notre gouvernement est décidé à tenir la Turquie en dehors de tous les complots qui se trament dans la région, complots provoqués par certaines forces étrangères », conclut le communiqué.

A l'occasion de la Journée du 30 août, commémorant la victoire décisive de la guerre d'indépendance de 1923, le président de la République et le chef d'état-major ont publié des messages pour affirmer énergiquement qu'« une poignée de traîtres », qui s'efforcent d'attenter à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale de la Turquie, seront sévèrement châtiés. C'est un ultimatum, pensent les observateurs dans la capitale. La déstabilisation en Iran incite Ankara à redoubler de vigilance contre les menées séparatistes.

ARTUR UNSAL.

M. Ma

Le pro...
31 août, M...
Etats-Unis...
de M. Yo...
adjoint, M...
conférenc...
la politici...
avoir à...
A Tel...
Congrès]

Washing...
de M. An...
forcément...
l'entourag...
demain de...
bassadeur

La Mal...
alors à év...
sion que...
tant était...
d'une min...
tement q...
New-York...
sénateur...
qui, tout...
spécialiste...
san, comm...
tique libé...
Pourtant...
fin de co...
tenter da...
noire. C'e...
M. Dona...
désigné...
31 août, ...
bailon du

M. Mol...
adjoint d...
de l'ONU...
proposé...
tant. Car...
deux mo...
choses e...
certaines...
rives am...
1977. M. ...
de son...
Nuit du...
activité...
une direct...
sa passio...
No il y...
Saint-L...

